L'impact de l'initiative chinoise " Belt and Road " en Asie centrale : le bel avenir de la géoéconomie

Tania Sollogoub, Thierry Pasquet

▶ **To cite this version:**

Tania Sollogoub, Thierry Pasquet. L'impact de l'initiative chinoise " Belt and Road " en Asie centrale : le bel avenir de la géoéconomie. Les Études du CERI, 2019, 241-242, pp.59 - 64. hal-03393723

HAL Id: hal-03393723

https://sciencespo.hal.science/hal-03393723

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'impact de l'initiative chinoise « Belt and Road » en Asie centrale : le bel avenir de la géoéconomie

par Tania Sollogoub et Thierry Pasquet

L'« Initiative Belt and Road » (IBR), nommée dans un premier temps « One Belt One Road » (OBOR), est un projet de nature hybride, qui se situe entre la géoéconomie et la géopolitique. Elle est un moyen pour Pékin de sécuriser ses approvisionnements, de créer des marchés pour ses surproductions et de stabiliser le Xinjiang. En permettant à la Chine d'exporter des capitaux, mais aussi sa vision des liens entre l'économie et la politique, elle est également l'expression d'une ambition de puissance globale.

L'impact de ce projet sur les pays d'Asie centrale est complexe. Il dépend de la taille, de la structure économique, politique, sociale du pays d'accueil, et surtout de sa capacité à absorber un flux de capitaux qui est une chance mais aussi un choc… L'Asie centrale est pour Pékin une zone potentielle d'approvisionnement énergétique et alimentaire ainsi qu'une aire de transit. C'est aussi un espace géopolitique où Russes, Chinois et Américains sont au contact. *Hinterland* partagé de la Chine et de la Russie, elle est aux yeux des Américains ce que Zbigniew Brzezinski décrivait comme une région pivot. Cette situation conduit les gouvernements des pays centrasiatiques à mener une diplomatie multivectorielle prudente, seule à même de leur garantir une souveraineté fraîchement acquise, en vertu du vieux principe qui veut que pour une puissance secondaire, être souverain, c'est ne pas dépendre d'un seul.

Le développement à la chinoise

Les autorités chinoises fondent leur politique sur deux principes : les projets doivent être « gagnant/gagnant » et rester des « initiatives ». L'IBR n'est pas institutionnalisée et elle doit s'insérer dans les programmes de développement locaux. La Chine s'oppose donc au fonctionnement normatif du type FMI ou Union européenne et son action n'est pas fondée sur la conditionnalité. Du moins en principe, car elle demande à ses partenaires de reconnaître la « Chine unique », ce qui montre que les routes de la soie sont intégrées dans une forte stratégie de communication. Dans un monde où les individus cherchent du sens, elles correspondent à un rêve historique. Mais plus l'accroche narrative est puissante, plus la déception des populations peut être grande.

La « connectivité » est une autre caractéristique essentielle du projet chinois[1]. L'objectif de Pékin n'est pas seulement d'investir, il est aussi de faciliter le commerce, le transport, les échanges financiers ou culturels, de diffuser les gains de productivité obtenus grâce aux investissements dans les infrastructures. En somme, on retrouve dans ce projet la version chinoise des théories de la croissance. Alors que les Occidentaux plaident pour la gouvernance et l'éducation, Pékin insiste sur les échanges et mise sur l'intégration régionale : la connectivité doit se déployer dans un espace.

[1] S. Lain, « The potential and pitfalls of connectivity along the Silk Road Economic Belt », *in* M. Laruelle (dir.), *China's Belt and Road Initiative and its Impact in Central Asia*, Washington, The George Washington University, Central Asia Program, 2018, pp. 1-10.

Carte 6
Les corridors de transport eurasiatiques (2016)

Source : Central Asia Regional Economic Cooperation (CAREC), http://carecprogram.org

On rejoint là un autre point essentiel : pour la Chine, il n'y a pas de développement sans sécurité. Or la sécurité implique la stabilité régionale. Ce souci la conduit à se satisfaire du *statu quo* politique[2], ce qui est perçu favorablement par les pouvoirs d'Asie centrale. Les menaces de Daech, les émeutes d'Urumchi en 2009 et l'agitation intégriste tadjike ont accentué la nécessité, selon Pékin, de doter l'IBR d'un volet sécuritaire, qui cible surtout le terrorisme, la cybercriminalité et le trafic de drogue. Xi Jinping a récemment parlé de la nécessaire protection des infrastructures. Comme le principal acteur de la sécurité régionale reste la Russie, militairement présente sur le territoire de trois des Etats de la région (Tadjikistan, Kirghizstan et Kazakhstan) et leader de l'Organisation du traité de sécurité collective[3], la question est de savoir si la Chine va continuer à se satisfaire de ce système sécuritaire dominé par Moscou.

Quel est l'impact de l'IBR sur les économies d'Asie centrale ?

L'influence économique chinoise passe par trois canaux : le commerce, les investissements et les prêts faits par des structures multilatérales, comme l'Asian Infrastructure Investment Bank, ou par les banques d'Etat. Elle dépend de la taille du pays visé, de la façon dont les Chinois articulent leurs projets avec les plans de développement locaux, et des réactions des populations.

La Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Asie centrale : en 2015, selon les données du FMI, sa part représentait 27 % des échanges de l'ensemble des pays de la zone, quand l'UE comptait pour 23 % et la Russie pour 18 %. Et l'IBR se déploie rapidement : pour Pékin, la géoéconomie l'emporte sur le risque ou la rentabilité. Ses échanges commerciaux avec l'Asie centrale restent cependant déséquilibrés, cette dernière exportant des matières premières, des métaux et de l'agroalimentaire, et important des produits finis, des machines et des équipements. Seuls le Kazakhstan et le Turkménistan ont un commerce excédentaire avec la Chine.

La stratégie chinoise d'investissement a une caractéristique fondamentale : elle donne la priorité à la « sécurisation » des ressources (énergie, terres rares, or, aluminium…), ce qui a des répercussions différentes selon la taille ou la spécialisation des pays concernés. Ainsi, la Chine ne comptait que pour 5 % du total des investissements directs au Kazakhstan en 2016 (contre 35 % au Kirghizstan), mais elle était très présente dans le secteur du pétrole, où les entreprises à participation chinoise représentent 40 % de la production kazakhe.

Alors que la Russie peine à développer les infrastructures sur son propre territoire, la Chine est passée maître dans ce domaine. Ainsi a-t-elle mené à bien en un temps record la négociation et la construction du gazoduc la reliant au Turkménistan : la première ligne inaugurée en 2009 a été construite en deux ans. A titre de comparaison, les discussions sur le gazoduc TAPI qui relie le Turkménistan à l'Inde ont duré plus de dix ans.

Cette efficacité a des effets positifs. Elle incite notamment les autres pays investisseurs à débloquer des dossiers. Cela a été le cas pour le barrage de Rogun au Tadjikistan ou pour le

[2] N. Rolland, « China's "Belt and Road Initiative" : Underwhelming or game-changer ? », *The Washington Quarterly*, janvier 2017, pp. 127-142.

[3] M. Russell, « Russia's role in Central Asia », European Parliamentary Research Service, mars 2017 (**http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_ATA(2017)599334**).

statut de la mer Caspienne. Ce dernier a fait l'objet en 2018 d'un accord historique après des années de négociations infructueuses : la perception d'une Chine qui investit très rapidement a incité les autorités russes comme celles des Etats d'Asie centrale à s'accorder sur un schéma qui fixe les conditions de partage des ressources.

Mais les investissements chinois ont d'autres effets bien moins positifs : ils créent la dépendance. Ainsi au Turkménistan, Iraniens et Russes ont été évincés et le champ gazier de Yolotan ne produit plus que pour Pékin. Cette dépendance sera préoccupante si les achats diminuent, ce qui est probable étant donné le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise. Une évolution en ce sens aurait un impact fort en Asie centrale, elle accentuerait la concurrence entre les Etats et entre les infrastructures, par exemple entre les gazoducs ou entre les ports de la Caspienne qui se suréquipent. Elle pourrait déstabiliser le Turkménistan, l'un des Etats les plus fermés du monde, qui enregistre des déficits externes, connaît une inflation en hausse et dont le système de change est intenable. Le risque de surproduction existe aussi pour le coton. Sont concernés le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan mais aussi le Xinjiang, où la Chine investit et a inauguré en août 2018 la plus grande usine au monde chargée de filer des fils colorés. Pour échapper au risque de surproduction, Chavkat Mirziyoev, le président de l'Ouzbékistan, prône une montée en gamme qui vise à exporter moins de coton brut et davantage de produits finis issus de pôles de compétitivité et de zones économiques spéciales. Il espère aussi profiter de la recomposition du secteur agroalimentaire régional, Moscou et Pékin cherchant de nouveaux fournisseurs.

Les dettes liées au développement des investissements constituent un autre risque. Les entreprises publiques chinoises s'appuient sur des prêts accordés par des banques publiques chinoises. Cette stratégie sert les intérêts du pays prêteur, mais elle est dangereuse pour les petits pays[4]. Ainsi Pékin détient respectivement 67 % et 88 % des dettes bilatérales kirghizes et tadjikes. Dans ce contexte, les échanges de dettes contre actifs, ou d'investissements contre actifs, accentuent la dépendance. Le Tadjikistan aurait perdu des terres au profit de la Chine, qui a négocié au Kirghizstan des mines d'or contre des lignes électriques. Le Kirghizstan et le Tadjikistan, qui n'étaient pas endettés en 2010, ont aujourd'hui des dettes publiques à 55 % et 54 % du PIB. La dépendance de ces pays est d'autant plus forte qu'ils sont en outre tributaires de la Russie, les revenus des travailleurs émigrés représentant en 2017 respectivement 35 % et 31 % des PIB kirghiz et tadjik selon les données de la Banque mondiale[5].

Le Kazakhstan, partenaire privilégié de la Chine ?

L'économie du Kazakhstan est la plus développée de la zone, avec un PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat passé de 7 228 dollars en 1992 à 27 494 dollars en 2018. La population sous le seuil de pauvreté y est inférieure à 3 %, contre 32 % au Tadjikistan par

[4] S. Jaborov, « Chinese loans in Central Asia : Development assistance or "predatory lending" ? », *in* Marlène Laruelle (dir.), *China's Road and Belt Initiative*, *op. cit.,* pp. 34-40.

[5] World Bank Group, « Migration and remittances. Recent développements and outlook. Special topic : transit migration », avril 2018, p. 5 (**http://documents.worldbank.org/curated/en/805161524552566695/Special-topic-transit-migration**).

exemple. C'est également une économie « mature », qui résiste aux chocs externes grâce à un taux de change flexible depuis 2015. Sans surprise, c'est donc au Kazakhstan que Xi Jinping a présenté l'IBR en 2013.

Le Kazakhstan reste cependant une économie essentiellement liée au pétrole (46 % des revenus de l'Etat) et à la Russie. Sa devise est impactée par le rouble, mais aussi par ses échanges avec Moscou, qui représente, selon la Banque nationale kazakhe, 38,5 % de ses importations contre 16,2 % qui viennent de Chine (contre respectivement 9,1 % et 9,5 % de ses exportations). Cette dépendance est forte dans le secteur énergétique : 75 % du pétrole kazakh est acheminé vers l'Europe par des oléoducs russes. Quant à la production d'uranium, si elle est de plus en plus achetée par les Chinois, elle reste contrôlée par les Russes. La croissance kazakhe dépend donc davantage des investissements internationaux dans les champs de Tenguiz et de Kashagan que de l'IBR. Significativement, l'investissement chinois cumulé dans différents secteurs, estimé à 43 milliards de dollars[6], est proche des 37 milliards de dollars prévus, selon Standard and Poor's, pour augmenter les capacités de Tenguiz.

La difficulté à se diversifier existe dans tous les pays de l'ex-URSS, handicapés par l'héritage institutionnel soviétique : administrations peu efficaces, banques grevées de créances douteuses, surdéveloppement de l'Etat. Au Kazakhstan, le fonds souverain Samruk Kazyna possède ainsi plus de 50 % des actifs du pays. Ce contexte fait fuir certains investisseurs, mais pas la Chine : cinquante et un projets sont en cours dans la métallurgie, le nucléaire, les industries innovantes ou l'agriculture, où ce pays possède des avantages comparatifs, avec 15 % de terres arables non exploitées (mais une faible productivité et un manque de moyens de stockage).

Les voies de communication constituent un secteur susceptible de changer l'avenir du Kazakhstan. Un maillage de routes et de voies ferrées peut transformer le pays en zone de transit vers l'Europe, l'Inde, la Turquie, l'Iran et le Moyen-Orient. L'enjeu est considérable : le Kazakhstan a un vaste territoire, une faible densité (7 personnes par km^2) et une population à moitié rurale. Sur les quarante-quatre pays les plus enclavés au monde, il est le plus éloigné de la mer… Le sujet « désenclavement » n'est pas nouveau, mais les Chinois sont particulièrement efficaces. Depuis 2011 et la liaison Chongking/Duisbourg, une ligne de chemin de fer vers l'Europe est ouverte chaque année : en 2012 vers la République tchèque, en 2013 vers la Pologne, en 2014 vers l'Espagne, en 2017 vers la Finlande. Le port sec de Khorgos, à la frontière du Kazakhstan, ne comptait aucun passage de douane en 2010, on en dénombre douze aujourd'hui. Si l'impact de l'IBR n'est pas que positif, il n'en reste pas moins que la Chine désenclave l'Asie centrale. Certes, elle subventionne fortement le transport par voie ferrée (dans certains cas jusqu'à 40 % du coût), mais il est deux fois plus rapide que le transport maritime[7].

[6] T. Kellner, « La Chine et l'Asie centrale en 2017 : une nouvelle étape de l'essor chinois en Eurasie ? », *Note d'actualité de l'Observatoire de la Chine*, n° 24, janvier 2018, p. 12.

[7] P. Stronski, N. Ng, « Cooperation and competition. Russia and China in Central Asia, the Russian Far East and the Arctic », Washington, Carnegie Endowment for International Peace, février 2018, p. 12 (**https://carnegieendowment.org/2018/02/28/cooperation-and-competition-russia-and-china-in-central-asia-russian-far-east-and-arctic**).

Deux risques qui « grippent » l'IBR

La corruption et la sinophobie sont susceptibles de peser sur l'évolution de l'IBR. L'Asie centrale n'a pas attendu Pékin pour connaître des problèmes de gouvernance : l'absence d'alternance politique a nourri les rentes et les réseaux. Le Kazakhstan a progressé dans l'indicateur *Doing Business* de la Banque mondiale, il a notamment amélioré la protection des investisseurs minoritaires et l'attribution des permis de construire. Mais beaucoup reste à faire en matière de lutte contre la corruption. La sinophobie qui persiste est un autre problème. Elle est liée à la corruption, au chômage et au fait que les entreprises chinoises ont un temps réservé les emplois à leurs concitoyens. Elle procède également de la crainte d'une monopolisation des terres par des propriétaires chinois[8]. Et elle s'inscrit dans un moment nationaliste auquel la Chine réagit entre autres en formant des étudiants dans ses universités (elle accueille aujourd'hui 15 000 jeunes Kazakhs contre 5 000 en 2013)[9].

*

* *

Pour que le commerce intrarégional et la connectivité de l'IBR se déploient, il faut que la géopolitique soit propice aux échanges. Pendant la période soviétique, l'Asie centrale était sortie du viseur des puissances étrangères. Depuis le début des années 2010, elle occupe à nouveau une place essentielle sur la scène internationale. Outre la Russie et la Chine, la Turquie et les Etats-Unis sont, entre autres, des acteurs très présents dans la région. La question est désormais de savoir comment ces différentes puissances extérieures vont réagir à la politique chinoise et comment les rivalités entre les Etats de la région, notamment entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, vont évoluer. Dans ce nouveau Grand Jeu, quel sera l'avenir de l'Asie centrale ? Deviendra-t-elle une région vassale ? Une zone traversée de conflictualités multiples ? Ou une oasis de développement et un carrefour ? Pour l'heure elle est un centre d'observation des relations russo-américano-chinoises. Et compte tenu des regards internationaux sur la région, de la récente mais vigilante autonomie des Etats de la zone, et des intérêts des puissances secondes (Inde, Union européenne, Turquie, Iran…), le succès du projet « Belt and Road » pourrait dépendre de la capacité des Chinois à séduire, c'est-à-dire à user avec une habileté qui leur est peu coutumière en externe des armes du *soft power*.

[8] Les Chinois sont aussi soupçonnés « d'hydrohégémonie » : diversion des fleuves Ili et Irtych qui assèche le lac Balkhach.

[9] P. Le Corre, « Kazakhstan must look beyond the Belt and Road », *Nikkei Asian Review*, 4 mai 2018.

Pour citer ce chapitre : Tania Sollogoub et Thierry Pasquet, « L'impact de l'initiative chinoise Belt and Road en Asie centrale : le bel avenir de la géoéconomie », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].